

# Les médecins israéliens qui soumettent les prisonniers palestiniens à l'alimentation forcée pourraient être jugés à l'étranger

13 juin 2014

L'Association Médicale d'Israël dit ne pas pouvoir protéger les médecins qui en sont membres quand ils se trouvent hors du pays ; le projet de loi de la Knesset permettrait aux prisons de demander à la cour de les autoriser à alimenter de force les prisonniers grévistes dont la vie est en danger.

Le président de L'Association Médicale d'Israël a déclaré au journal Haaretz ce mercredi [11 juin 2014] que les médecins qui alimentent de force les prisonniers palestiniens en grève de la faim pourront être jugés à l'étranger même s'ils sont protégés par la loi israélienne.

“Les médecins qui pratiqueraient cela sont susceptibles d'être dénoncés par la communauté médicale internationale, et il sera difficile de les défendre s'ils sont poursuivis », a dit le D<sup>r</sup>. Leonid Edelman.

Il y a actuellement dans 8 des hôpitaux israéliens des dizaines de détenus administratifs en grève de la faim. Ils ont été accusés de menace à la sécurité et maintenus sans jugement pour de longues périodes. Ils exigent soit d'être inculpés et jugés soit d'être libérés.

L'alimentation forcée est considérée comme une torture et elle est interdite par le code d'éthique de l'Association Médicale d'Israël et de nombreuses résolutions internationales, dont la Déclaration de Tokyo de l'Assemblée Médicale Mondiale- Lignes directrices pour les Médecins Concernant la Torture (1975) et sa Déclaration de Malte sur les grévistes de la faim (1991).

Selon l'association, un médecin qui pratique l'alimentation forcée sur un prisonnier risque donc de faire l'objet de poursuites à l'étranger même si une loi le permettant passe en Israël.

Ce lundi, la Knesset a approuvé en première lecture le projet autorisant les services pénitentiaires israéliens à demander à un tribunal de district la permission de nourrir de force un prisonnier gréviste de la faim dont la vie est en danger.

A une récente conférence, l'Association Médicale d'Israël, des médecins expérimentés, des responsables de syndicats de scientifiques, des représentants du ministère de la Santé, des représentants de la Croix Rouge, et le haut responsable médical des services pénitentiaires ont tous réitéré leurs positions contre l'alimentation forcée.

“L'éthique médicale l'emporte sur le droit” a déclaré Exelmans. « Même si une loi passe nous obligeant à le faire, les médecins doivent refuser. Dans des régimes sombres, les médecins ont appliqué la loi qui contrevenait à l'éthique et cela a conduit aux pires moments de l'histoire. »

Edelman, qui a mené une grève de la faim des médecins pour de meilleures conditions pendant 11 jours en 2011 dit que l'alimentation forcée est une « torture terrible ».

Il dit qu'il y a deux façons de nourrir de force, soit par tube d'alimentation oral ou nasal soit par intraveineuse. Les deux méthodes sont très difficiles à imposer aux patients qui résistent, dit-il, et dans les deux cas, les patients doivent être attachés de façon à ce qu'ils ne soient pas blessés. « Parfois, nous devons le faire pour les patients dont le jugement est altéré et nous savons bien comme il faut faire usage de force. Il est interdit de le faire à un patient conscient contre sa volonté - c'est une véritable torture », a-t-il dit.

Selon Edelman, outre les questions morales et éthiques, l'alimentation forcée ne sauve pas toujours des vies et peut même accélérer la mort dans certains cas. « Ce type de nutrition ne rééquilibre pas toujours le corps immédiatement, même pas à court terme. Un prisonnier qui est proche de la mort est susceptible de mourir, même si nous commençons à le nourrir ».

Il a dit que le gouvernement doit prendre en compte que l'alimentation forcée pourrait déclencher la même grande protestation internationale que la mort d'un gréviste de la faim. « La Croix Rouge a expliqué aux Palestiniens que les médecins israéliens suivent toutes les règles, et qu'ils ne peuvent pas [les] nourrir de force en raison des contraintes éthiques. » Il a ajouté que, selon les représentants de la Croix Rouge, des pays comme l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Tunisie ont essayé de faire passer des lois qui permettent l'alimentation forcée, « mais les gouvernements ont renoncé parce que les médecins s'y sont opposés. » Interrogé sur le moment où le premier gréviste de la faim peut mourir si la situation ne change pas, Edelman n'a rien pu dire. « Il s'agit d'un type de grève de la faim que la communauté médicale ne connaît pas encore assez. Les prisonniers boivent, certains prennent des vitamines, certains prennent même du sucre de temps en temps. Ce n'est pas aussi connu dans la littérature médicale qu'un refus total de nourriture et de boisson. Ils ne veulent pas mourir », a-t-il dit.

Ce mardi, l'Association Médicale d'Israël a envoyé une lettre à tous les départements de médecine interne et les salles d'urgence où les grévistes de la faim sont traités pour leur rappeler l'interdiction de l'alimentation forcée.

À partir de dimanche, l'association va mettre en place un numéro d'assistance pour les médecins traitant ces prisonniers.

Source : <http://www.haaretz.com/news/national/.premium-1.598313>



L'article reprend succinctement le constat de Richard FALK dans son communiqué du 11 juin « Force-Feeding Palestinian Hunger Strikers ».

à voir : <http://richardfalk.wordpress.com/>

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >

• Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Les-medecins-israeliens-qui,3997>

